

LA VIOLENCE POLITIQUE AU GUATEMALA

(JUILLET À DÉCEMBRE 1978)

Nous publions un extrait du dossier présenté à Puebla par des représentants de communautés de base au Guatemala sur la montée de violence qu'a connue leur pays durant les six derniers mois de 1978. Sur 50 pages, des noms, des faits, des dates... du sang, de l'horreur. Voici les quelques notes qui concluent ce rapport.

I- TABLEAU

ASSASSINATS ET SEQUESTRATIONS (CAS DE VIOLENCE POLITIQUE)

| | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DECEMBRE | TOTAL |
|---|-----------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|------------|
| <u>CATEGORIE SOCIALE</u> | | | | | | | |
| Paysans, classe populaire | 51 | 47 | 45 | 84 | 115 | 71 | 413 |
| Etudiants, professionnels | 2 | 4 | 4 | 12 | 8 | 7 | 37 |
| Hommes politiques | 2 | 1 | 4 | 1 | 3 | 0 | 11 |
| Propriétaires, industriels, grands commerçants | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 2 | 5 |
| Administrateurs, petits commerçants | 4 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 8 |
| Policiers, surveillants, ex-policiers | 0 | 1 | 0 | 3 | 4 | 6 | 14 |
| Soldats de l'armée | 0 | 3 | 1 | 3 | 1 | 1 | 9 |
| Chauffeurs, adjudants | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 |
| Commissionnaires militaires, espions | 1 | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 5 |
| Guerillero | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| TOTAL | 60 | 57 | 57 | 106 | 137 | 88 | 505 |
| | | | | | | | |
| Séquestration | 14 | 13 | 12 | 12 | 34 | 18 | 103 |
| Torture et/ou mutilation | 28 | 23 | 19 | 31 | 57 | 24 | 182 |
| "Escadron de la Mort" | 19 | 23 | 19 | 45 | 68 | 40 | 214 |
| Attentats ou tentatives de séquestration | 5 | 5 | 6 | 8 | 1 | 0 | 25 |

II- REFLEXIONS FINALES

L'objet de ce document était de fournir des renseignements sur la violence exercée au GUATEMALA sur les personnes et les groupes qui prennent la défense des droits de l'homme.

La méthode que nous avons employée - relevé systématique à partir des journaux - est sujette évidemment à certaines réserves. Car il n'est pas toujours facile de pouvoir prouver le caractère politique de cette violence; on doit pouvoir lire entre les lignes. Les renseignements parfois sont incomplets. Par exemple, est fort possible que des personnes mentionnées ici comme "séquestrées" aient été par la suite libérées ou livrées à la justice. Et souvent, les journaux donnent différentes versions d'un assassinat (embuscade ou séquestration) ou rapportent pour même personne des noms et prénoms différents. Cependant, de telles imprécisions n'invalident pas les conclusions générales.

1.- AUGMENTATION QUANTITATIVE

Ce quisaute aux yeux est l'augmentation quantitative de la violence, en comparaison avec le semestre antérieur, lequel n'avait pas été particulièrement paisible non plus:

| | JANVIER-JUIN | JUILLET-DECEMBRE | AUGMENTATION |
|--|--------------|------------------|--------------|
| Assassinats et séquestrations | 374 | 505 | 35% |
| Assassinats et séquestrations (sans inclure "Panzos") | 274 | 505 | 84% |
| Séquestrations | 59 | 103 | 74% |
| Torture, mutilation | 72 | 182 | 152% |

Dans la colonne no 2, nous n'incluons pas les victimes du village de "Panzos" pour bien montrer l'augmentation de ce qu'on appellerait la violence "quotidienne". La violence a atteint son apogée au mois de novembre avec 137 assassinats.

2.- CATEGORIE SOCIALE DES VICTIMES

Comme souvent, l'écrasante majorité des victimes vient des classes populaires (nous y incluons ceux qui sont fichés comme délinquants par les journaux):

| | | | |
|--|-----|--|----|
| Classes populaires (paysans, ouvriers et pauvres des bidonvilles) | 413 | Politiciens | 11 |
| | | Propriétaires terriens, industriels et grands commerçants | 5 |
| Etudiants et professionnels | 37 | Administrateurs et petits commerçants | 8 |
| Guerillero | 1 | Policiers | 14 |
| | | Soldats de l'armée | 9 |
| | | Chauffeurs, adjudants | 2 |
| | | Commissionnaires militaires, espions | 5 |

Etudiants et professionnels ici sont des gens qui s'étaient identifiés aux groupes populaires. En y allant à très grands traits, nous pouvons estimer qu'il furent assassinés ou séquestrés 450 personnes des classes populaires et 24 des classes dominantes, plus 30 personnes des forces de l'ordre.

Il faut ajouter quelques précisions:

a) Indubitablement, un bon nombre de ceux compris dans les classes populaires sont des délinquants. Nous avons calculé qu'environ 214 assassinats reflètent les caractéristiques de l'"Escadron de la Mort" et les journaux affirment que dans 36 cas au moins les victimes avaient déjà eu des démêlés avec la justice. Il n'en reste pas moins un grand nombre de paysans, d'ouvriers et de pauvres des bidonvilles dans la liste des victimes.

b) Parmi les politiciens et les petits commerçants, il est probable que quelques-uns aient été assassinés pour avoir défendu les intérêts populaires et s'être retournés contre les menées des élites au pouvoir. C'est le cas, par exemple, du maire de Fray Bartolomé de las Casas, M. Conrado Juarez.

c) La guérilla n'est responsable que de quelques-unes des actions où des policiers et des soldats ont perdu la vie. Il est possible que dans certains cas les policiers aient été assassinés par des délinquants ou par d'autres membres des forces de sécurité.

En conclusion, il est faux d'affirmer que "la violence nous affecte tous également".

3.- L'ESCADRON DE LA MORT

Nous avons compté 214 cas qui réunissent les caractéristiques suivantes (qui sont la signature de l'Escadron de la Mort): cadavre non identifié, sans document, nu ou très peu vêtu, avec des marques de torture, jeté au bord d'un chemin, identifié postérieurement comme une personne ayant un casier judiciaire. Ces cas se rencontrent principalement dans la capitale ou dans ses environs, dans les régions de Costa Sur et dans Izabal.

Maintenant, qui appartient à cet Escadron de la Mort? et que poursuit ce mystérieux corps meurtrier? Il s'agit d'un groupe de criminels qui travaillent aux ordres de la Police et qui éliminent les délinquants qu'elle leur signale ainsi que ceux qui ont fait des séjours répétés dans les prisons. Il n'est que trop évident que seule la police tient la liste de ces indésirables et qu'elle en a marre de voir ces délinquants traîner en prison et s'en sortir avec tant de facilité.

En dépit de cette évidence, les journaux parlent plutôt de "lutte entre bandes", reflétant au mieux la version officielle de la Police.

Certains pensent que l'Escadron de la Mort a profité, pour lancer son offensive, de l'indignation du public au sujet des trois délinquants qui avaient violé et assassiné un enfant.

Même si l'on admet que l'activité de l'Escadron de la Mort est d'abord dirigée contre des délinquants, on ne peut ni oublier ni cacher qu'elle vise aussi les groupes populaires et leurs leaders. Par exemple, un communiqué de l'Escadron de la Mort avise qu'il va détruire les pancartes de chauffeurs d'autobus qui sont en grève et une personne qui s'était échappée de leurs mains affirme qu'on l'avait interrogée sur les groupes politiques.

4.- LA REPRESSION POLITIQUE

La répression se continue contre des dirigeants syndicaux et étudiants. Nous citons quelques cas:

Syndiqués et unions

- José Alvarado
- Alberto Aguilar Lopez, poursuivi
- Miguel Angel Pérez, blessé
- Mario Mujia, assassiné
- Miguel Angel Osorio, fusillé
- Maria Eugenia Mendoza v. de Aguirre, séquestrée, libérée
- Miguel Angel Ordoñez, assassiné
- José Valerio Ramirez, assassiné
- Arnulfo Cifuentes Diaz, assassiné
- Quatre séquestrés
- Israel Marquez, attentat
- Amerildo Atenogenes de Leon
- Placido Reyes
- Juan Lopreto Balux
- Pedro Quevedo y Quevedo, assassiné

Etudiants

- Edgar Reyes Castillo, mort
- Quatre dirigeants capturés
- Olivero Castañeda
- Edgar Enrique Mora Ruiz
- Mauro Ordoñez Salazar
- Nery Oswaldo Poitan Fuentes
- Antonio Estuardo Ciani
- José Alfredo Yoc Cotzajay

Il est nécessaire de compléter cette liste partielle avec d'autres renseignements qui manifestent l'offensive globale contre les groupes populaires.

5.- LA VIOLENCE DANS LES CAMPAGNES

Les journaux nous renseignent finalement peu sur la violence dans les campagnes. Par exemple, qui sont ces "hommes vêtus de vert olive" qui, impunément, séquestrent et assassinent? Quelquefois, la presse les présente comme étant des guérilleros. Mais on serait en droit de supposer que les groupes guérilleros, poursuivant des objectifs politiques, seraient plutôt intéressés à gagner confiance des paysans qu'à les terroriser. On les présente aussi comme des bandes de criminels qui, dans les régions rurales, font main basse sur les petits pécules des paysans. Cependant, certains indices laissent à penser qu'il s'agirait des mêmes forces de sécurité mises sur pied pour opérer des raids de contre-guérilla pour appuyer les propriétaires terriens.

A Chiquimula, on dénonce la PMA (Police Militaire Mobile) d'avoir elle-même assassiné plus de cent paysans. Les paysans de l'endroit affirment que les propriétaires terriens font voler leurs terres par la PMA. Ceux-ci, de leur côté, prétendent que la PMA les aide précisément à récupérer des terrains qu'ils avaient dû abandonner par crainte des bandes qui circulaient dans la région.

6.- LE "JEU" DU GOUVERNEMENT

Plusieurs groupes et institutions accusent le gouvernement d'être lui-même à l'origine de la violence, ou du moins ils l'insinuent. L'Université San Carlos reconnaît qu'il faut prendre au sérieux de telles accusations et dit qu'elle va enquêter sur la participation du gouvernement dans la violence. L'Association des Etudiants de l'Université (A.E.U.) appelle Chupina un "génocide" et qualifie l'assassinat de Castañeda comme "un crime froidement planifié et exécuté par le gouvernement du Général Lucas Garcia". Des propos émanant du parti MLN, une orga

nisation politique que plusieurs identifient aux groupes paramilitaires de droite, semblent confirmer ces insinuations. Par exemple, le député Lopez Estrada, parlant de l'assassinat de Castañeda, reconnaît que "ces choses ne peuvent se faire qu'avec l'appui du pouvoir...".

Nous constatons en tout cas la faible volonté et le peu d'efforts manifestés par le gouvernement pour freiner la violence. Dans aucun des 505 cas mentionnés plus haut, on n'a traduit quiconque en justice. René de León, une semaine après l'attentat porté contre lui, affirme que personne ne l'avait approché pour l'interroger sur ce qui s'était passé.

Les porte-parole du gouvernement affirment, quant à eux, qu'il y a une "entente entre la droite et la gauche" contre le gouvernement et déplorent l'excès de violence. Mais ceux qui sont sur la liste noire et qui ont reçu des menaces n'ont droit à aucune protection de la part du gouvernement. Le Ministre se contente de recommander à tout un chacun de "prendre ses précautions" et il annonce que lui-même a fait doubler sa garde de sécurité.

Si on accepte l'hypothèse - et pour beaucoup de gens, c'est plus qu'une hypothèse - que les forces de sécurité sont impliquées dans la violence, on n'a pas de peine à découvrir dans les déclarations du gouvernement un aspect "théâtral" fort peu convaincant pour personne. Ainsi, M. Toledo Vielman s'acharne à mettre en évidence les fautes d'orthographe dans les communiqués de l'Escadron de la Mort. Le Ministre Donaldo Alvarez affirme avoir reçu des menaces du commando militaire de l'AEU (Association des Etudiants de l'Université). On fait grand état de soi-disants communiqués de l'Armée Populaire (EGP) revendiquant la responsabilité de l'assassinat du syndicaliste Gifuentes Diaz et du Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre revendiquant l'assassinat de Lolo Dubon (ce que démentit formellement le père de ce dernier). Le "théâtre" est encore plus élaboré dans le cas de Castañeda. Tout d'abord, le gouvernement accuse les ennemis de la paix de vouloir se créer des martyrs pour accroître leur popularité. Puis, quelques semaines après l'assassinat, une fusillade éclate entre la police et de soi-disants révolutionnaires du EGP et, comme par hasard, on identifie sur la voiture de ces derniers la plaque d'immatriculation de ceux qui avaient assassiné Castañeda. Par conséquent, la preuve est faite qu'il a été assassiné par la gauche. Dans le cas de Giani, le gouvernement prétend qu'il est séquestré par la gauche qui encore une fois veut comme avec Castañeda se donner des martyrs.

On peut imaginer l'indignation de tous ceux qui ne se laissent pas tromper par cette comédie quand ils voient le Ministre Donaldo Alvarez Ruiz aller représenter le Guatemala à un Séminaire sur les Droits de l'Homme organisé par les Nations Unies: et il est même élu vice-président de ce séminaire...

7.- LE ROLE DE LA PETITE PEGRE

La violence n'est pas exercée par les groupes au pouvoir uniquement vis-à-vis les classes populaires. Ces mêmes groupes utilisent aussi la force pour leurs règlements de comptes. Par exemple, un député est attaqué par le chef des commissions militaires à Monjas, Jalapa, pour avoir volé aux élections de mars. Détenu, il est quand même relâché moins de deux heures après.

Nous pouvons aussi détecter des indices de corruption et de connections avec la petite pègre. Par exemple, l'armée a honte d'avouer qu'un soldat est tué

dans une embuscade au moment où il cherchait à voler un homme de la région. Un détective va à Zapaca pour faire des investigations sur des menaces faites à sa famille (faites par qui?) et il est assassiné... Un ex-policier, propriétaire d'un bar, disparaît après avoir été capturé par des gens que les voisins pensent être des miliciens. Un détective de la Police Nationale, responsable de la sécurité au Congrès, est assassiné par des brigands dans un quartier de prostitution: - selon certaines versions, il était à boire avec eux. Aucun de ces cas, tels qu'ils sont présentés dans la presse, ne permet une preuve de corruption, mais tout cela nous donne l'impression que la soi-disant relation antagonique entre la police et la petite pègre est en réalité une collaboration pas mal étroite.

8.- LA GUERILLA

Les activités de la gauche armée n'ont pas été spectaculaires: assassinat de l'ambassadeur du Nicaragua, "tortures" infligées à un espion et à un propriétaire terrien, occupations à Palin Fraijanes, à Huehuetenango et à Quiché par le EGP, une embuscade dressée à quelques soldats par le PGT et quelques bombes lancées par le PGT et les FAR. Il faut mentionner aussi l'action pour faire sauter un cinéma au cours de laquelle un membre du EGP trouve la mort.

De notre point de vue, il est donc important de faire remarquer que les activités de ces groupes guérilleros ne justifient absolument pas la grande offensive de violence que notre document a pu mettre en évidence.

= = = = = = = = = = = = = = = =

UN NOUVEAU MEMBRE S'AJOUTE AU CONSEIL DES DIRECTEURS

Suite à la démission de Bill Smith comme membre du Conseil des Directeurs de l'Entraide, Pierrette CHARBONNEAU, c.s.c., a été élue pour combler le poste vacant.

Cette élection a été faite en vertu des Règlements de l'Entraide (article 17) stipulant que "*s'il survient un ou plusieurs postes vacants dans le Conseil de Direction, les Directeurs qui restent peuvent remplir chacun de ces postes, pour la balance du terme d'office, en y nommant un autre membre de la corporation*".

Pierrette Charbonneau a travaillé pendant plusieurs années en Haïti comme responsable de la pastorale au niveau paroissial et diocésain. Elle est actuellement conseillère générale de sa communauté et y assume également la tâche de secrétaire générale.

Le Conseil des Directeurs profite de l'occasion pour remercier sincèrement Bill Smith de l'enrichissement très important qu'il a apporté à l'action de l'Entraide depuis plusieurs années.